



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

Appel d'offres ouvert
DCE n° 2025/0871/EdA-DA/Fourniture de produits alimentaires
et non alimentaires de Libre-Service destinés aux forces
armées stationnées à l'étranger

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Annexe 1 - Document de référencement de nouveaux produits

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	3
2.1. Parties contractantes et bénéficiaires	3
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande.....	3
2.3. Durée de l’accord-cadre à bons de commande	4
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre à bons de commande.....	4
2.5. Clause de réexamen	4
2.6. Non-reconduction	5
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE.....	5
3.1. Dispositions générales	5
3.2. Priorité des pièces	5
3.3. Exhaustivité des pièces de l’accord-cadre à bons de commande.....	6
ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS.....	6
4.1. Substitution de produits	6
4.2. Référencement de nouveaux produits	6
4.3. Prix promotionnels.....	7
4.4. Modifications éventuelles des référentiels produits ou fournisseur.....	7
ARTICLE 5 – PRIX.....	7
5.1. Forme et nature des prix	7
5.2. Ajustement des prix	8
5.3. Clause de sauvegarde	8
ARTICLE 6 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDES	8
6.1. Passation des commandes	8
6.2 Confirmation de commande.....	9
6.3 Durée de vie restante garantie des produits lors de la livraison.....	9
ARTICLE 7 - MISE À DISPOSITION DES MARCHANDISES	9
7.1 Délai de mise à disposition	9
7.2 Processus de mise à disposition	10
7.3 Conditionnement – Palettisation pour L’export.....	10
7.5 Documents administratifs, douaniers et sanitaires à fournir	11
7.6 Produits soumis à la réglementation sur les marchandises dangereuses.....	12
7.7 Opérations de douane.....	13
7.8 Vérifications à réception	13
7.8.2. Seconds contrôles.....	14
7.9 Responsabilité du titulaire.....	15
7.10 Taux de service	15
7.11 Reporting.....	15
ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES	15
8.1. Facturation	15
8.2. Modalités de règlement.....	16
8.3. Délai de paiement	16
8.4. Intérêts moratoires	16
8.5. Nantissement.....	17
8.6. Acomptes et avances.....	17
ARTICLE 9 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION.....	17
9.1. Pénalités	18
9.2. Exécution aux frais et risques	19
9.3. Résiliation	20
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ.....	21
ARTICLE 11 - LITIGES.....	21
ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS.....	21

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture de produits alimentaires et non alimentaires de Libre-Service destinés aux forces armées stationnées à l'étranger.

La fourniture comprend l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, la livraison, la facturation et la gestion des litiges.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre tous les moyens d'exécution des prestations afin d'assurer un démarrage optimal : recrutements éventuels, achats de matériels, demandes d'habilitation, établissement des documents d'hygiène et de sécurité, établissement des DAE pour les alcools, réalisation des certificats sanitaires/phytosanitaires et certificats d'origine, réalisation des déclarations de produits dangereux (DGD), etc...

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES ET BENEFICIAIRES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ D'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».

↳ D'autre part, **la société** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

Les bénéficiaires de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- les Libres Services appartenant ou pas à l'Economat des Armées : ils sont présents dans les camps militaires et participent à l'amélioration des conditions du personnel en opération ;
- les Bars/Foyers ;
- dans une moindre mesure, les restaurants.

Les destinations (liste susceptible d'évoluer en cours d'exécution) sont les suivantes :

-Allemagne ;
-Roumanie ;
-Djibouti.

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en valeur, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les art. R 2161-2 et suivants relatifs à la procédure d'appel d'offres ouvert, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Intitulé du lot	Montant estimatif annuel en € HT	Montant estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € HT (4 ans)	Maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande en € HT (4 ans)
Produits alimentaires et non alimentaires de libre-service	115 000 €	460 000 €	1 380 000 €

Des quantités estimatives par produit sont indiquées au sein des annexes à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

2.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible pour une période de deux (2) fois douze (12) mois.

A l'issue de cette période d'exécution contractuelle de trois (3) ans, l'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 1^{er} décembre 2025.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie **d'acte de modification** (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :

- les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
- toute autre modification non substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie **d'ordre de service** dans les cas suivants :

- l'intégration d'un nouveau bénéficiaire dans la limite du seuil de 50 % du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande ;
- l'intégration de nouveaux produits dans la limite fixée à l'article 4.2 du présent document.

2.5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique le présent accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé durant son exécution, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- Modification des conditions d'exécution en raison de paramètres imprévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande ou d'en prolonger l'exécution au prorata de l'interruption) ;
- Intégration d'un nouveau point de livraison ;
- Augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre à bons de commande (durée ferme + reconductions) ;
- Modification des modalités d'ajustement des prix notamment la périodicité, type d'indice de référence ou autre mode de calcul de prix dans le cas d'un contexte exceptionnel ;

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

2.6. NON-RECONDUCTION

Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur : celui-ci doit en informer le titulaire au plus tard quatre (4) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande pour la période d'exécution contractuelle de trois (3) ans, deux (2) mois avant la fin du semestre pour la dernière période d'un (1) an. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.

Non-reconduction par le titulaire : celui-ci doit en informer le pouvoir adjudicateur au moins quatre (4) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande pour la période d'exécution contractuelle de trois (3) ans, deux (2) mois avant la fin du semestre pour la dernière période d'un (1) an. Le titulaire reste tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée restante de l'accord-cadre à bons de commande.

Le titulaire reste tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée restante de l'accord-cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

3.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.2, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux pour les produits concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

3.2. PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après.

3.2.1. Pièces spécifiques

Par ordre de priorité décroissante (notamment dans le cas où certains documents se contrediraient), les pièces spécifiques de l'accord-cadre à bons de commande sont :

- 1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- 3°) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- 4°) l'offre du titulaire ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

- 5°) les bons de commande ;
- 6°) le catalogue du titulaire.

3.2.2. Pièces générales

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passées au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version la plus récente, sauf dérogations mentionnées à l'article 12 du présent CCAP ;
- le guide des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (version de janvier 2014).

- les normes, les codes des usages professionnels, les spécifications techniques tels que cités dans le CCTP et son annexe (« NT »)

3.2.3. Dispositions générales applicables aux pièces de l'accord-cadre à bons de commande

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.3. EXHAUSTIVITE DES PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Les éventuelles modifications législatives et réglementaires survenant en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande se substituent aux documents de référence.

ARTICLE 4 – ÉVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

4.1. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Définition d'une substitution : un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives (catégorie, calibre, etc...) équivalentes ou supérieures au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport prix/poids.

En cas de rupture ou d'arrêt produit, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé au plus tard lors de la confirmation de la commande, c'est-à-dire à J+5 (J étant le jour de passation de la commande). Le titulaire doit obtenir l'accord express du pouvoir adjudicateur pour la commande de substitution. Le pouvoir adjudicateur ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés ;
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple), le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur (Econamat des Armées) par le biais du document fourni en annexe 1 au présent document.

Tout manquement à cette procédure peut entraîner l'imputation des pénalités prévues à l'article 9.1 du présent document. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

4.2. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire peut également proposer au pouvoir adjudicateur de nouveaux produits, correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande, dans la limite de 10% du montant estimatif annuel de ce dernier.

Le processus de référencement des nouveaux produits est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur. Il doit respecter les conditions suivantes :

- le titulaire renseigne le « tableau de demande de référencement de nouveaux produits » fourni en annexe 1 du présent CCAP sur la partie qui le concerne ;
- le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse les nouveaux produits ; l'acceptation est notifiée par ordre de service.

4.3. PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au pouvoir adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de déclassements de produits ou de produits dont la DDM (ex DLUO) est trop proche pour en permettre une distribution conventionnelle.

4.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DES REFERENTIELS PRODUITS OU FOURNISSEUR

Les données communiquées par le fournisseur concernant les produits doivent être fiables et cohérentes avec la réalité, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement, etc.) ou concernant le fournisseur doit être transmise au pouvoir adjudicateur représenté par le chef de produits au plus tard 15 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique. En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 10 jours calendaires avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos doit également être transmise 15 jours calendaires avant le changement.

Le non-respect de ces délais entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire (*cf. article 9.1 du présent CCAP*). Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier l'accord-cadre à bons de commande en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

Après accord des deux parties et après retour du document de référencement de nouveaux produits (annexe 1 au CCAP) dûment complété, le pouvoir adjudicateur intègre dans son catalogue les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire par écrit.

Le titulaire est en mesure de transmettre des documents récapitulant l'ensemble des informations présentes sur un projet de facture pro forma, sous format DAT (Data) ou TXT (Text) sur le serveur FTP (File Transfer Protocol) de l'EdA. Les informations définitives contenues dans ce format et les modalités de transmission sont détaillées lors de la phase de calage.

ARTICLE 5 – PRIX

5.1. FORME ET NATURE DES PRIX

Les prix des produits sont des prix franco de port, c'est-à-dire des prix produits livrés sur la plateforme du pouvoir adjudicateur située à NEMOURS (77), si le montant minimal de commande précisé est respecté. Ce montant minimum de commande est indiqué par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. **Dans les cas où ce montant minimum de commande par livraison n'est pas respecté, le titulaire a la faculté d'imputer des frais de port ou de refuser la commande.**

Les prix des produits sont en euros hors taxes sur la valeur ajoutée, avec au plus deux décimales. Ils sont fixés dans le tableau de présentation des prix, objet de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le conditionnement, l'emballage pour une expédition à l'export ;
- le chargement des conteneurs/camions le cas échéant ;
- les frais de palettes ;
- les frais de calage ;
- la fourniture des DAE (Document Administratif Electronique) pour les produits soumis à accises ;
- la fourniture des certificats sanitaires/phyto sanitaires et d'origine ;
- la fourniture des DGD (Dangerous Good Declaration) ;
- les frais d'estimation du poids des conteneurs (VGM : Verified Gross Mass) ;
- la livraison sur la plateforme Nemours ;
- tous les autres frais administratifs.

Les coûts non présents dans l'annexe ne peuvent pas être pris en compte et sont systématiquement refusés.

Durant l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

Les formalités de dédouanement à l'exportation sont réalisées par l'EdA.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande est septembre 2025.

5.2. AJUSTEMENT DES PRIX

Les prix sont révisés semestriellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer un ajustement de prix. Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur transmet à cet égard à l'autre partie un courrier recommandé doublé d'un e-mail, avec un **préavis minimum de 45 jours calendaires avant la date prévue d'actualisation semestrielle**. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour le semestre suivant.

Les ajustements sont calculés avec des pièces justificatives :

Les pièces justificatives pertinentes peuvent prendre les formes suivantes :

- les valeurs des indices professionnels de référence en cas de proposition de formule d'ajustement des prix (indices adaptés au secteur, pertinents et probants) ;
- les articles de presse d'organisations professionnelles, de syndicats professionnels, les cours de matière première, etc.

En cas d'ajustement proposé par le titulaire, les justifications sont étudiées par l'EdA afin de déterminer leur pertinence.

En cas d'ajustement proposé par l'EdA, ce dernier s'appuie sur des baisses dont il a connaissance, en tenant notamment compte des indices professionnels.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par un certificat administratif préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées et notifié au fournisseur.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

3°/ En cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer des ajustements en cours d'année pour les produits concernés ainsi que des modifications des modalités d'ajustement des prix, notamment la périodicité, le type d'indice de référence ou un autre mode de calcul. Le choix des indices de référence et les modalités d'application des nouveaux prix sont conclus d'un commun accord exprès et écrit entre les deux parties.

5.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

En cas de dépassement du montant de l'accord-cadre à bons de commande de plus de 7 % par an par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

6.1. PASSATION DES COMMANDES

Les commandes sont passées à l'unité, au carton ou à la palette en fonction des produits, le jour J avant 17 heures. Elles sont émises par l'EdA auprès du titulaire, les commandes sont livrées dans un délai ne devant pas dépasser 15 jours ouvrés.

Les bons de commande sont communiqués par EDI si le titulaire en a la capacité ; à défaut, ils peuvent être transmis par écrit (courriel, télécopie). Aucune commande ne peut être passée oralement.

Les bons de commande mentionnent :

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- le numéro du bon de commande EdA;
- la nature des produits ;
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur ;
- le code produit du titulaire ;
- les quantités commandées ;
- la date de mise de livraison ;
- l'adresse de facturation ;
- le code service : DIO_LS qui est indiqué par l'EdA à la commande ;
- les noms et signature de la personne habilitée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

Les commandes sont alloties par destination et par client final.

EDI : le titulaire privilégie l'envoi de messages EDI au prestataire logistique. L'engagement du titulaire quant à sa capacité à utiliser l'EDI est repris dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Dans la mesure où le titulaire dispose d'un EDI capable de gérer les flux de commande, il s'engage à utiliser les échanges EDI pour les commandes dès le début des prestations ou dans les semaines suivantes. Les échanges EDI (ORDERS) doivent respecter le standard EANCOM D.96A.

6.2 CONFIRMATION DE COMMANDE

Le titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai maximal de 48 heures avec une estimation du poids et du volume (éléments de colisage en nombre de palette). Par ailleurs, il est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur de toute rupture ou défaut de fonctionnement.

Les parties échangent ensuite sur les ruptures et substitutions possibles dans un délai maximum de 5 jours, pour aboutir à une commande définitive approuvée par les deux parties.

6.3 DUREE DE VIE RESTANTE GARANTIE DES PRODUITS LORS DE LA LIVRAISON

La durabilité restante lors de la livraison des produits est au minimum égale au 2/3 de la DDM totale prescrite par le fabricant.

Le non-respect des DDM peut entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 9.1 du présent document.

ARTICLE 7 - MISE À DISPOSITION DES MARCHANDISES

7.1 DELAI DE MISE A DISPOSITION

Le délai de mise à disposition ne doit pas excéder quinze (15) jours ouvrés à compter de l'envoi du bon de commande.

Si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe le pouvoir adjudicateur. Cette information ne saurait décharger le titulaire de sa responsabilité et l'exonérer des pénalités de taux de service prévues à l'article 9.1 du présent CCAP.

Selon les situations, un délai supplémentaire peut être obtenu auprès du transporteur. Dans le cas contraire, le fournisseur encourt alors des pénalités de retard de livraison et conserve les produits mis à disposition. Il en assure la préservation.

Si le titulaire ne respecte pas ses engagements contractuels de façon répétée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité.

7.2 PROCESSUS DE MISE A DISPOSITION

Les livraisons sont effectuées selon le conditionnement et la quantité minimale définis par le titulaire dans son acte d'engagement ; chaque regroupement porte l'inventaire de son contenu de façon apparente.

Toute mise à disposition donne lieu à l'établissement d'un bon de livraison établi en trois exemplaires par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et signé par le réceptionnaire de la livraison pour une livraison franco.

Les mises à dispositions sont effectuées dans le respect des conditions de conditionnement et de palettisation décrites à l'article 7.3.

Les bons de livraison ne sont pas valorisés. Ils doivent indiquer :

- les coordonnées du titulaire,
- les références de l'accord-cadre à bons de commande,
- les références de la commande,
- la destination et le « client final »,
- le code produit fixé par le pouvoir adjudicateur,
- le poids brut des marchandises emballées,
- le volume (en m³ ou dimensions des colis),
- le code produit du fournisseur,
- les quantités enlevées/livrées par produit,
- le nombre de palettes ou colis,
- la date de livraison.

Un exemplaire du bon est annexé à la facture envoyée par le titulaire au pouvoir adjudicateur ; un autre exemplaire est remis au représentant du pouvoir adjudicateur le jour de livraison ou remis à la réception des produits lors de la livraison dans les entrepôts du prestataire logistique de l'EdA.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le représentant du pouvoir adjudicateur vaut transfert de propriété des produits.

7.3 CONDITIONNEMENT – PALETTISATION POUR L'EXPORT

Les palettes, suremballages et emballages de regroupement doivent présenter une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport sur de longues distances, le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions durant le transport et lors de la distribution des produits. Ils sont exempts de déchirures, de souillures et de toute altération susceptible d'affecter leur résistance et/ou de causer la perte des produits.

Lorsque des produits sont vendus à l'unité de consommation, ils sont regroupés dans des caisses en carton et ces dernières sont fermées pour éviter toute possibilité de vol, dommages et contamination.

Le conditionnement des produits est effectué sur des palettes dites « perdues », propres, sèches, exemptes de défaut et aptes à supporter les charges, les contraintes liées au transport et aux manipulations successives jusqu'à destination.

Ces palettes sont de dimension standard : 800 x 1200 mm ou 1000 x 1200 mm. La hauteur de chargement varie en fonction des expéditions.

Dans le cas où l'utilisation de palettes perdues est rendue impossible, l'utilisation de palettes « Europe » ou « locative » peut être décidée par le titulaire. Le coût de ces palettes ne peut pas être répercuté au pouvoir adjudicateur. L'échange de palettes n'est pas réalisable.

Le rangement sur la palette est effectué de façon à ce que les emballages ne dépassent pas de l'aplomb du plateau et que l'étiquetage sur le suremballage soit visible sans déconditionnement de la palette.

Si des palettes sont constituées avec un mélange hétérogène de références, les couches de produits doivent être séparées par des intercalaires.

Dès que la configuration et la rigidité de la palette le permettent, des cornières sont placées aux angles.

Enfin, la palette est filmée y compris les pieds. Au minimum, trois épaisseurs de film sont exigées pour assurer un maintien correct de l'ensemble. La palette doit également être munie d'une coiffe ou d'un dispositif adapté afin de sécuriser la couche supérieure de celle-ci.

La palette est identifiée par une étiquette de format A4 sur laquelle figurent les informations communiquées au moment de la commande et au minimum les informations suivantes :

- numéro de commande,
- pays /ville de destination,
- numéro(s) de palette(s),
- poids brut de la palette,
- liste de colisage.

Cette étiquette est apposée sur au moins quatre faces de la palette. Elle est incluse entre le deuxième et le troisième tour de film de façon à être protégée des salissures, de l'humidité et de l'arrachage. Les indications sont lisibles par l'utilisation d'une police adaptée.

7.4 Transport par voie routière par le titulaire.

Le chargement des camions et des remorques routières doit être conforme aux spécifications suivantes :

- les palettes les plus lourdes et les plus hautes sont chargées à l'avant, afin d'éviter l'écrasement des autres palettes en cas de décélération brutale ;
- les palettes sont arrimées par le biais de dispositifs fournis par le transporteur (sangles, barres).
- des dispositifs de suivi de la température homologués sont placés dans chaque enceinte frigorifique par le titulaire, dans le cadre du transport de produits à température dirigée. Ces dispositifs sont placés sur la partie supérieure de la dernière palette (arrière du camion ou de la remorque). Le titulaire précise au pouvoir adjudicateur l'emplacement du (des) dispositif(s) mis en place afin de faciliter sa (leur) récupération lors de la réception des produits. Les palettes étant numérotées, le titulaire indique le numéro de la palette sur laquelle se trouve le dispositif d'enregistrement. Par ailleurs, une étiquette au format A4 indiquant la mention 'TEMPERATURE RECORDER INSIDE' est apposée sur la palette dans laquelle est placé le dispositif.

7.5 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS, DOUANIERS ET SANITAIRES A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur par courrier électronique les documents suivants :

- **3 jours avant livraison**

- les DGD (Dangerous Good Declaration) ;
- le nombre de palettes et poids de la / des commandes.

- **La veille du jour de la livraison**

- la liste de colisage ;
- la facture des produits (sous format txt ou excel) ;
- les certificats sanitaires et/ou phytosanitaires (le cas échéant) : le titulaire s'assure de leur conformité en fonction de la destination des produits ;
- tous les documents nécessaires à l'établissement des formalités de douanes export et logistiques ainsi que les documents d'accompagnement commerciaux nécessaires à l'exportation de produits alimentaires (DAE compris pour les alcools) ;
- les certificats d'origine ;
- le relevé des numéros de factures par chargement ou livraison.

Ces mêmes documents sont transmis au pouvoir adjudicateur avec les factures originales dans les 48 heures qui suivent le chargement.

Toutes pertes de marchandises dues à un défaut du certificat sanitaire et/ou phytosanitaire sont prises en charge par le titulaire.

Certaines destinations nécessitent une gestion de documents spécifiques qui s'ajoutent aux documents d'exportation.

L'EdA s'engage à fournir tous les modèles et les modalités de renseignements des documents spécifiques en fonction des destinations. Le suivi et la gestion de ces documents d'accompagnement impliquent une formation spécifique du personnel du titulaire.

En cours d'exécution, les documents spécifiques existants peuvent évoluer ; le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de ces changements et le titulaire les met en place le plus rapidement possible afin que les produits puissent être acheminés. De la même manière, une nouvelle destination peut imposer de nouvelles dispositions en matière de documents d'accompagnement des produits, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des nouvelles dispositions et le titulaire les met en application.

Une copie de l'ensemble de ces documents est envoyée au pouvoir adjudicateur dès la facturation de la prestation par le titulaire de préférence par mail, à défaut par courrier.

Dans le cas où les formalités douanières à l'exportation sont effectuées par le titulaire, les documents douaniers sont joints aux marchandises. Les frais sont refacturés à l'identique au pouvoir adjudicateur. Une copie de la facture du transitaire est jointe à la facture transmise à l'EdA.

7.6 PRODUITS SOUMIS A LA REGLEMENTATION SUR LES MARCHANDISES DANGEREUSES

Préambule

Une matière est considérée comme dangereuse lorsqu'elle présente un risque pour l'homme ou l'environnement.

Le titulaire a l'obligation d'identifier les produits soumis à la réglementation sur le transport de marchandises dangereuses. Les règles édictées pour le transport du produit figurent dans le paragraphe 14 de la fiche de données de sécurité (FDS).

Il fournit à l'EdA un fichier comprenant :

- les différentes références du produit (codification titulaire, codification EdA, code EAN),
- l'appellation commerciale du produit,
- sa contenance, son poids brut et son poids net,
- les caractéristiques de l'emballage de regroupement (poids brut, dimensions, étiquetage),
- le code UN du produit,
- la fiche de données de sécurité (FDS) à jour.

Conformément à son obligation de conseil, il appartient au titulaire de s'informer régulièrement des mises à jour et de transmettre les correctifs à l'EdA.

En cas de découverte de produits soumis à réglementation non déclarés, l'EdA se réserve la possibilité de faire procéder, aux frais du titulaire, à la remise en conformité en terme d'emballage et/ou de déclaration. Le fournisseur encourt alors une pénalité pour non « déclaration de produits dangereux » mentionnée à l'article 9.1.4 du présent document.

Transport d'approche

Le titulaire respecte scrupuleusement les dispositions de l'arrêté du 29 mai 2009 modifié dit 'Arrêté TMD' relatif aux transports par route de marchandises dangereuses.

A ce titre, il est pleinement responsable :

- du classement et de l'identification des produits,
- de l'emballage des produits, s'il est requis,
- de l'étiquetage et du marquage des colis, conteneurs et véhicules qui effectuent le transport,
- du respect des conditions de chargement (et indirectement de la conformité du véhicule),

- des consignes transmises au transporteur.

Il a l'obligation :

- de s'assurer que les marchandises ne sont pas interdites au transport,
- de s'assurer que les équipements nécessaires à la sécurité du chargement sont présents,
- de vérifier que les colis ne sont pas endommagés,
- de vérifier que les colis peuvent être chargés ensemble ou avec des produits alimentaires,
- de s'assurer du calage et de l'arrimage des colis.

Il est rappelé que l'arrêté sur les produits alimentaires du 21 décembre 2009 rend obligatoire une séparation effective d'au moins 0,8 m entre des produits alimentaires et des produits appartenant aux classes 8 ou 9.

Déclaration de transport

La déclaration de transport multimodal des marchandises dangereuses est établie à l'avance par le titulaire. Un exemplaire doit accompagner impérativement les marchandises en livraison chez le transitaire désigné (exemplaire remis au conducteur du camion) et un exemplaire doit également être transmis, avant livraison, par courrier électronique au service logistique de l'EdA.

Les fiches de données de sécurité sont obligatoirement fournies par le titulaire avant la livraison.

Le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de réaliser les déclarations de matières dangereuses (DGD), les frais afférents sont pris en charge par le titulaire.

7.7 OPERATIONS DE DOUANE

Afin de faciliter les opérations de douane en vue de l'exportation des marchandises, le titulaire s'engage à transmettre à l'EdA les documents suivants :

- les factures,
- la(les) liste(s) de colisage,
- les justificatifs d'origine,
- les dossiers techniques,
- les certificats de conformité,
- les certificats sanitaires et/ou phytosanitaire (le cas échéant),
- plus généralement, tout document nécessaire aux opérations de douane.

Lors de la vente de produits soumis à accises, le titulaire établit un DAE (Document Administratif Electronique) sur la base des informations de livraison qui lui sont fournies par l'EdA ; le document accompagne la marchandise et une copie est transmise à l'EdA par voie dématérialisée.

Le DAE est apuré de manière électronique à destination.

Le pouvoir adjudicateur, partie prenante dans les opérations de dédouanement, exige du titulaire un récapitulatif trimestriel des dossiers.

7.8 VERIFICATIONS A RECEPTION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont réalisées en deux temps : de manière contradictoire par le représentant du Pouvoir Adjudicateur (le prestataire logistique désigné par l'EdA) et le Titulaire sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur. Une seconde vérification est réalisée par le prestataire logistique et le client final après réception. La liste des contrôles ci-dessous est non exhaustive ; l'EdA se réserve le droit d'effectuer des contrôles complémentaires de toutes natures.

7.8.1. Premiers contrôles

7.8.1.1. Aspect extérieur des palettes et colis

Le Pouvoir Adjudicateur contrôle l'aspect général des colis. En cas de défectuosité d'un colis sur une palette (ex : colis détériorés en bas de palette), la palette entière peut être refusée pour des raisons de traçabilité.

7.8.1.2. Nombre de supports

Le représentant de l'Economat est chargé de réceptionner un nombre précis de palettes/colis concernés qu'il compte avec le Titulaire ; les opérations de vérification quantitative ont lieu sur la plateforme du Pouvoir Adjudicateur en présence des deux parties considérées. Une fiche palette récapitule le nombre de colis par référence sur chaque palette.

En cas d'absence d'étiquetage sur la palette/colis, l'EdA et/ou ses prestataires se réservent le droit de refuser la livraison. Dans ce cas, les frais d'immobilisation du livreur, les frais de retour de la palette ainsi que les frais de livraison après remise en conformité sont à la charge du titulaire.

7.8.1.3. Température

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est chargé de contrôler la conformité réglementaire des températures des denrées alimentaires périssables ou très périssables (denrées réfrigérés, congelées ou surgelées).

Les critères de décision (acceptation ou refus) sont égaux aux seuils imposés par la réglementation en vigueur.

Le mode opératoire respecte les dispositions du plan de maîtrise sanitaire mis en place par le prestataire logistique représentant le Pouvoir Adjudicateur :

- Les températures de la caisse de l'engin de transport sont systématiquement contrôlées et sont analysées en cas d'anomalie portant sur la température des denrées transportées ;
- Les mesures de températures sont réalisées à l'aide de thermomètres à sonde étalonnés ;
- Les températures des denrées sont mesurées à l'aide d'une sonde thermométrique placée entre les colis situés en haut, en milieu et en bas de palette. En cas de résultats douteux ou non-conformes à l'issue de cette première série de mesures, des contrôles de températures sont réalisés à cœur des denrées ;
- Les températures mesurées sont enregistrées sur le bon de livraison ou la convention de la marchandise par la route (CMR) signé par les deux parties.

7.8.2. Seconds contrôles

Un second contrôle plus approfondi est effectué :

- comptage des colis ;
- contrôle des DDM ;
- contrôle du poids des colis : poids moyen du colis, multiplié par le nombre de colis ; le tout vérifié par rapport au poids indiqué sur le bordereau de livraison ;
- seconde vérification qualitative par le client final ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités de produits.

Le délai de déclaration d'un litige est variable et peut aller jusqu'à 2 mois suivant la date de livraison de la commande. En effet, il doit tenir compte de la durée d'acheminement vers le client final. La vérification qualitative par le client final se fait à la première utilisation dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la date de réception chez le client final ; les produits sont réputés acceptés à défaut de réclamation pendant le délai susmentionné.

En cas de non-conformité, une déclaration de litige est réalisée.

Le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois, à compter de la notification de la décision de rejet, pour prévenir le pouvoir adjudicateur de son choix de traitement pour les produits non conformes (à ses frais). Lorsque ce délai est écoulé, ils sont détruits ou évacués par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire, sous réserve que le défaut soit bien imputable au titulaire. Dans le cas d'une destruction, un certificat de destruction est réalisé et une demande d'avoir est demandée au titulaire comprenant notamment ces frais.

7.9 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et le pouvoir adjudicateur ou son représentant est effectif lors de la signature du bon de livraison ou CMR par les deux parties.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. A chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

7.10 TAUX DE SERVICE

Le taux de service suivi lors de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande est le suivant :
Le calcul trimestriel de ces taux de services est à la charge du titulaire.

Taux de service « Taux de disponibilité » :

A partir des commandes passées sur le trimestre.

$TxD = \text{« Nombre de produits livrés par commande / nombre de produits commandés avant substitution »}$

En cas de non atteinte du taux de service cible de 95 %, les pénalités sont applicables comme mentionné à l'article 9.1 du présent document.

7.11 REPORTING

Le titulaire est dans l'obligation de fournir un reporting de commande détaillé au mois dans un fichier de type Excel. Chaque ligne comporte notamment :

- le numéro de commande EdA ;
- la date de commande EdA ;
- la date de mise à disposition prévue ;
- la date de mise à disposition réelle ;
- le code article EdA ;
- le libellé article EdA ;
- le code article fournisseur ;
- la quantité commandée ;
- la quantité mise à disposition ;
- l'unité de quantité ;
- type d'anomalie ;
- le prix d'achat HT unitaire ;
- l'unité de prix d'achat ;
- le montant HT ;
- les taux de service par client/livraison trimestrielle et suivi des litiges.

Ce fichier doit être produit chaque mois entre J+5 et J+10 pour le mois échu. Il doit être fourni aux points de contacts suivants :

- au sein du département DIO : Mme. Mélanie Ferreira De Sousa melanie.ferreira.de.sousa@economat-armees.fr
- au sein du département achats : Mme. Emilie Pham emilie.pham@economat-armees.fr

ARTICLE 8 - MODALITÉS FINANCIÈRES

8.1. FACTURATION

8.1.1. Émission et envoi des factures

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée (fichier excel ou txt) via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

8.1.2. Descriptif des factures

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture, dès vérification et admission des fournitures livrées.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du pouvoir adjudicateur ;
- l'identité du destinataire final ;
- le pays ou la ville de destination finale ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les numéro et date d'établissement de la facture ;
- les numéro et date de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les numéro et date du bon de commande ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- le numéro de code service : DIO_LS ;
- les références du bon de livraison ;
- la nature des fournitures et leur prix unitaire HT ;
- les références fournisseurs des fournitures livrées ;
- les taux et montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC. de la commande, le cas échéant ;
- les date et signature.



Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique.

De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.

8.2. MODALITES DE REGLEMENT

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la direction financière et comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

8.3. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement des factures intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

Si les justificatifs présentés par le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande ne sont pas conformes aux modalités prévues par l'article 8.1 du CCAP, le pouvoir adjudicateur en informe par écrit le titulaire. Le délai de paiement est suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un dossier conforme.

8.4. INTERETS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les trente (30) jours au maximum à compter de la date de réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

8.5. NANTISSEMENT

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

8.6. ACOMPTES ET AVANCES

Aucun acompte n'est versé.

Aucune avance n'est versée

ARTICLE 9 – SANCTIONS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 9.1	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
Sanction	Avertissement écrit	Rappel obligations contractuelles et plan d'actions	Mise en demeure	Pénalités forfaitaires ou selon formule de calcul	Frais et risques	Résiliation (après mise en demeure)
Type d'acte de notification au titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

9.1. PENALITES

<p>Pour taux de service non atteint</p>	<p>Le titulaire s'engage à un taux de service mensuel de 95 %.</p> <p>En cas de non atteinte des taux de service cible de 95 %, les pénalités sont applicables de droit.</p> <p>Dans ce cas-là, il est fait application de la formule suivante :</p> $P = V \times 10\%$ <p>Avec :</p> <p>P = montant de la pénalité ; V = chiffres d'affaires mensuel des produits en rupture HT.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 300 € HT est exigible pour couvrir les frais de traitement.</p>
<p>Pénalité pour non « déclaration de produits dangereux »</p>	<p>Dans le cas où le titulaire omet de déclarer un produit dangereux et ne fournit pas la déclaration de produits dangereux (DGD), une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € HT par déclaration non fournie est appliquée au titulaire.</p>
<p>Substitution non validée</p>	<p>Lorsqu'un produit doit faire l'objet d'une substitution, le titulaire s'engage à respecter la procédure décrite à l'article 4.1 du présent document.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Substitution ponctuelle de produits : en cas de substitution ponctuelle d'office de produits par le titulaire, c'est-à-dire sans l'accord express du pouvoir adjudicateur, la marchandise est refusée. ➤ Substitution définitive de produits : en cas de substitution définitive d'office de produits par le titulaire, c'est-à-dire sans l'accord express du pouvoir adjudicateur (cf. annexe 1 au présent document), la marchandise est refusée. <p>La marchandise objet de la substitution non validée est retournée au titulaire. Tous les frais de retour sont à la charge du titulaire.</p> <p>Ces substitutions non acceptées, constatées à l'ouverture des marchandises peuvent faire l'objet d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € HT par produit substitué.</p>
<p>Alerte sanitaire ou de conformité</p>	<p>En cas de retrait /rappel dans le cadre d'une alerte sanitaire imputable au titulaire, une pénalité est appliquée systématiquement comme suit :</p> <p>5 % du montant de la ou des commande(s) litigieuse(s) pour un accord-cadre à bons de commande avec montant estimatif annuel < 200 000 €.</p> <p>Un minimum forfaitaire de 750 € HT est exigible pour couvrir les frais de retrait/rappel.</p>
<p>Non-respect de la DDM minimum</p>	<p>En cas de non-respect des DDM minimums garanties renseignées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, la pénalité suivante est appliquée :</p> $P = (V_p \times N_p)$ <p><u>Avec</u> :</p> <p>P : montant de la pénalité HT ; V_p : valeur en euro HT du produit non conforme; N_p : quantité du produit commandé non conforme.</p>

Modification fautive du référentiel produit	<p>Toute modification du référentiel dans un délai inférieur à 15 jours calendaires peut entraîner le paiement d'une pénalité forfaitaire de 300 € HT par caractéristique modifiée.</p> <p>En cas de changement simultané de plusieurs caractéristiques d'un même article, la pénalité est de 300 € HT.</p>
Non-conformité générale	<p>Dans le cas où des produits livrés sont déclarés non conformes et que ces non-conformités sont imputables au titulaire, ce dernier n'a pas la possibilité de reprendre les produits non conformes.</p> <p>La destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant et une pénalité d'un montant forfaitaire de 800 € HT est appliquée au titulaire.</p>
Non-conformité mise en évidence à la suite d'analyses de laboratoire	<p>En cas de non-conformité d'un produit au regard de sa fiche technique, suite à analyses de laboratoire (art. 9.3 du CCTP) ou tout autre motif dument constaté par le Pouvoir Adjudicateur une pénalité de 300 € HT par produit est appliquée.</p> <p>Si ces non-conformités sont imputables au Titulaire, ce dernier a la possibilité de reprendre les produits non-conformes dans un délai de 10 jours ouvrés maximum après notification quel que soit leur lieu d'entreposage (formation cliente).</p> <p>Si la reprise nécessite le transport des produits non-conforme (par exemple de la formation cliente jusqu'à la plateforme du prestataire logistique) les frais de transport sont à la charge du Titulaire.</p> <p>À défaut, la destruction est de facto réalisée par l'EdA ou son représentant. La facture de ladite destruction est à la charge du Titulaire. Elle est déduite automatiquement de la facture suivante.</p> <p>La récurrence d'analyses non-conformes, et ce, quel que soit le produit concerné peut entraîner, après mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande conformément à l'article 9.3 du présent CCAP.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20 % du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

9.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10 % du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

9.3. RÉSILIATION

9.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

9.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

9.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation ;
- en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

9.3.4. Résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur, aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engage à faire respecter la confidentialité des informations portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

ARTICLE 11 - LITIGES

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 12 – DÉROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Pièces de l'accord-cadre à bons de commande	Article 4.1
Article 7.2	Processus de mise à disposition	Article 31
Article 9	Sanctions, pénalités et résiliation	Article 14.1
Article 9.2	Exécution aux frais et risques	Article 45
Article 9.3	Résiliation	Articles 38 à 40 Article 42